

Compte-rendu détaillé

Le 4 avril deux mille vingt-deux, à 19h00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en séance ordinaire à la mairie sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.

Étaient présents : Mesdames : Chantal Ferrando, Francine Lahore, Joëlle Préchacq-Latrete, Christelle Saulnier, Marie-Anne Sommesous, Marguerite Vogt.

Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Claude Artigues, Pierre Labrosse, Mikaël Bernadet, Jean-Jacques Cérissère, Anthony Jegou, Jean-Claude Tucoulou.

Excusés : Julie Sabran (pouvoir à Chantal Ferrando)

Secrétaire de séance : Francine Lahore

1°) Objet : Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 07/02/2022

André Lanusse-Cazalé : Le compte-rendu vous a été transmis par mail le 23 février. Avez-vous des remarques ? Pas de remarque, le compte-rendu est validé, je vous remercie.

La séance d'aujourd'hui est principalement axée sur le budget. On va surtout parler de chiffres ce soir.

Les tableaux qui vous ont été distribués vous présentent les chiffres 2021. Vous constaterez qu'on a de la marge et un excédent de fonctionnement d'environ 300 000 €. Ce chiffre se retrouve d'une année sur l'autre. Je vous laisse le temps de regarder les données avant de passer aux projets de délibérations.

2°) Objet : Budget principal : Approbation du compte de gestion 2021 du receveur

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que le compte de gestion est établi par le receveur municipal à la clôture de l'exercice. Monsieur le Maire le vise et certifie que le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme à ses écritures.

Le Conseil Municipal vote le compte de gestion 2021, après en avoir examiné les opérations qui y sont retracées et les résultats de l'exercice. Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier municipal accompagnés des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'actif, l'état du passif, l'état des restes à réaliser et l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Trésorier municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiements ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Le Conseil Municipal, invité à se prononcer, adopte à l'unanimité le compte de gestion dressé pour l'exercice 2021 par le Trésorier Municipal visé et certifié conforme par l'ordonnateur et dit que ce document n'appelle aucune observation ni réserve de sa part.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

3°) Objet : Budget principal : vote du compte administratif 2021

ALC : Les chiffres sont les mêmes. Je vous donne lecture des résultats de clôture avant de sortir pour le vote.

Le Maire quitte la salle au moment du vote.

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les comptes 2021 suivants :

Fonctionnement :

Dépenses : Prévu	1 493 920.00 €
Réalisé	1 182 845.91€
Recettes : Prévu	1 493 920.00 €
Réalisé	1 257 762.76 €

Investissement :

Dépenses : Prévu	1 210 185.00 €
Réalisé	459 841.63€
Recettes : Prévu	1 210 185.00 €
Réalisé	795 937.70 €

Résultat de clôture de l'exercice

Fonctionnement	344 382.28 €
Investissement	336 096.07 €
Résultat global	611 546.43 €

Pierre Labrosse : Nous allons donc passer au vote. Vous avez tous entendu les chiffres. Avez-vous des remarques ou des questions ?

Où l'exposé du 1er adjoint et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, adopte à l'unanimité le compte administratif 2021 du budget principal de la Commune.

(votants : 12 exprimés : 13 pour : 13 contre : 0 abstention : 0)

4°) Objet : Budget principal : Affectation du résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2021 au budget primitif 2022

ALC : Vous avez donc compris que nous avons un excédent à affecter sur le budget 2022. Je vous propose donc une affectation à la fois en fonctionnement et en investissement.

Marie-Anne Sommesous : Comment est calculée la répartition ?

ALC : Une partie de l'excédent d'investissement sert à financer les besoins en investissement ce qui permet de limiter le recours à l'emprunt. Pour votre entière information, sachez qu'en comptabilité publique, il est impossible de reporter les excédents du budget assainissement sur le budget principal. On ne peut pas se servir des résultats du budget annexe alors que nous ne prévoyons pas de réaliser de gros travaux, beaucoup ont déjà été effectués.

Jean-Jacques Cérissère : Nous disposons d'un système séparatif complet auquel il manque peut-être 400 mètres.

ALC : On a des marges, on a hérité d'une très bonne gestion. Je vous propose de passer au vote.

Le Conseil Municipal, après avoir adopté le compte administratif de l'exercice 2021 dont le résultat, conformément au compte de gestion, se présente comme suit :

Section fonctionnement du budget principal : Résultat de l'exercice 2021 : 344 382.28 €

Et considérant que la section d'investissement du BP 2022 nécessite un besoin de financement de 164 382.28 €,

Décide à l'unanimité d'affecter au budget 2022 le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2021 de la façon suivante :

En votant, en recettes d'investissement, à l'article 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » la somme de 164 382.28 €,

En votant, en recettes de fonctionnement, à l'article 002 « Résultat de fonctionnement reporté » la somme de 180 000 €.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

5°) Objet : Budget principal : Fixation des taux d'impôts locaux pour l'année 2022

ALC : On s'est engagé à ne pas augmenter les impôts. Vu l'état des finances de la commune, je vous propose de maintenir les taux, ce qui nous permet d'envisager un produit de 418 534 € pour 2022.

Monsieur le Maire expose les conditions dans lesquelles peuvent être fixés les taux des taxes foncières notamment :

- les limites de chacun, d'après la loi du 10 janvier 1980,
- les taux appliqués l'année dernière,
- les bases notifiées par l'administration fiscale pour l'année 2022
- la suppression de la taxe d'habitation et son remplacement par une part de la taxe foncière départementale,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Considérant que le budget communal 2022 nécessite des rentrées fiscales de 418 534€,

Décide de reconduire les taux d'imposition pratiqués sur la commune et adopte les taux d'imposition pour l'année 2022 comme suit :

Taxes	Taux 2021	Taux 2022	Bases prévisionnelles 2022	Produits prévisionnels 2022
TFB	28.31%	28.31%	1 381 000	390 961
TFNB	42,16%	42,16%	65 400	27 573
			TOTAL	418 534

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

6°) Objet : Budget principal : subventions aux associations

ALC : Vous avez dans le document qui vous a été distribué les attributions 2021. Il s'agit aujourd'hui de valider dans le budget l'enveloppe globale, la commission statuera sur les attributions individuelles avant validation en conseil. Jean-Jacques, tu te chargeras de réunir la commission à cet effet.

Christelle Saulnier : Pourquoi le basket a-t-il perçu plus que le handball ?

JJC : Le principe de la subvention est la même pour tous les clubs, étant entendu qu'est attribuée la somme de 8 € par enfant, 4 € par adolescent et 2 € par adulte.

ALC : La somme votée ne reflète pas tous les services rendus aux associations car elle ne tient pas compte du temps passé par le personnel, la mise à disposition de locaux, ... Tout n'est pas valorisé et il serait intéressant de pouvoir chiffrer ce que cela représente.

JJC : Il s'agit de toute façon d'une enveloppe prévisionnelle, certaines associations ne sollicitent pas de subvention en cas de gros investissements de la part de la commune.

Claude Artigues : C'est arrivé à plusieurs reprises.

7°) Objet : Budget principal : vote de la subvention au CCAS – budget primitif 2022

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de reconduire la subvention de fonctionnement de 9 144 € au CCAS.

Le conseil municipal, après avoir délibéré et à l'unanimité APPROUVE le versement d'une subvention de 9 144 € au CCAS de Garlin.

DIT que les crédits afférents seront prévus au budget principal de la commune à intervenir à l'article comptable 657362.

CHARGE Monsieur le Maire des opérations comptables nécessaires à l'exécution de la présente.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

8°) Objet : Budget principal : vote du budget primitif 2022

ALC : On va passer au vote du budget primitif 2022. On va regarder les chiffres dans le détail. On

commence par le fonctionnement. D'une manière générale, on essaie de resserrer les dépenses de fonctionnement tout en restant prudent s'agissant bien évidemment d'un document prévisionnel. On a prévu et anticipé l'augmentation du prix de l'énergie et du carburant. Pour les dépenses de personnel, l'augmentation s'explique par le recrutement d'un contrat aidé qui sera affecté à l'agence postale communale. Cet agent a été recruté et présente les qualités requises pour occuper le poste.

Je propose également le recrutement d'un second contrat aidé pour aider les services techniques dans l'entretien des espaces verts et l'embellissement de la commune. Je souhaiterais qu'on puisse rendre la commune plus agréable et pourquoi pas obtenir une « fleur ».

C'est inclus dans le budget proposé. On va par ailleurs investir pour le cimetière dans lequel on n'aura bientôt plus le droit d'utiliser de produit phytosanitaire.

PL : Le rotofil entraîne beaucoup de projection de cailloux. J'ai visité le cimetière de Pau avec Cédric. La ville de Pau a testé un nouveau produit de végétalisation des allées. Il faut dégager le sol pour laisser une fine couche de cailloux. Est ensuite projeté sur le sol une sorte d'enduit composé de graines mélangées à de l'engrais et à un produit recouvrant les cailloux. Les herbes s'enracinent, sont couvrantes et nécessitent un entretien un à deux fois par an. Il faut compter deux ans pour que le recouvrement se fasse bien et que le résultat soit satisfaisant. Ce procédé permet d'éviter la boue, les flaques, donne un bon résultat et un bon rendu.

ALC : Merci Pierre. Je continue sur le fonctionnement. Nous avons donc un budget équilibré en dépenses et en recettes à un montant de 1 302 093 €.

Avez-vous des questions par rapport à la section de fonctionnement ?

Non, on passe donc aux investissements.

A l'opération 64, on a prévu des articles pour équiper la Halle se stores occultants, d'un système de visio et le changement des menuiseries d'un appartement en location.

A l'opération 192, des crédits sont prévus pour un aménagement des espaces verts et d'aggrès sportifs.

L'opération 197 porte sur la rénovation du restaurant du Parc, on prévoit les premiers travaux cette année.

L'opération 202 porte sur l'atelier municipal, sont prévus les travaux de construction et d'aménagements intérieurs.

Nous avons créé pour le pôle administratif une opération 204. Y sont prévus l'achat du bâtiment et les travaux. Il est envisagé une pompe à chaleur. La CCLB envisage de changer le système de chauffage de la piscine pour une chaudière bois, peut-être que le pôle administratif pourra être intégré au projet.

CS : Si la chaudière est collective, comment sera calculée la répartition des consommations ?

Mikaël Bernadet: Dans ces cas-là, il est prévu la pose de compteurs qui indiquent la consommation par bâtiment.

ALC: C'est intéressant de mutualiser. L'étude est établie selon trois hypothèses, la première la piscine seule, la seconde, les équipements publics avoisinants la piscine et troisièmement jusqu'à la médiathèque.

La troisième n'est peut-être pas opportune, on verra, l'étude doit être rendue fin juin.

Pour les recettes d'investissement, nous avons inscrit les recettes notifiées, les subventions qui pourront être attribuées ne figurent pas sur le document puisque non notifiées. Nous avons donc prévu un emprunt pour équilibrer la section.

Si on regarde la totalité de nos projets, et en dehors des présentes prévisions budgétaires, il reste 1 300 000 € à investir.

Si on estime à 400 000 € les subventions attendues, il nous faut emprunter 900 000 €.

Un emprunt de cet ordre reviendrait à une annuité de 50 000 € par an. Si on considère les revenus générés par la mise en œuvre de nos projets, à savoir le loyer correspondant à la location de l'étage de la poste de l'ordre de 7 000 € par an et un loyer versé par le futur gérant du restaurant à hauteur de 36 000 € par an, il reste 7 000 € à notre charge.

Notre CAF nette s'élève à 65 000 € au titre de l'année 2021 et bientôt certains emprunts vont s'achever. Pour moi, nous ne prenons pas de risque.

DomoFrance a confirmé son intérêt pour la maison Nabonne mais n'a pas encore fourni de proposition.

Le projet de l'école de musique peut varier et évoluer vers un projet culturel plus global sous réserve d'obtenir des financements. On a demandé un relevé de l'ensemble du bâtiment et une étude de faisabilité du projet.

Jean-Jacques Cérésère : Tu as rencontré l'école de musique ?

ALC : Oui bien évidemment. Mais je n'ai pas terminé de travailler sur ce projet. Il s'avère que selon les techniciens de la CCLB l'école de musique serait peut-être mieux en rez-de-chaussée qu'à l'étage. Il s'agit d'une simple réflexion. Mais on va s'appuyer sur un expert.

Je propose de passer au vote si vous n'avez pas d'autres questions.

Le Conseil Municipal, après un examen détaillé et après s'être fait présenter au titre du budget primitif 2022 les propositions budgétaires suivantes :

Fonctionnement :

Dépenses : 1 302 093 €

Recettes : 1 302 093 €

Dépenses

011 – Charges à caractère général 343 893 €

012 – Charges de personnel et frais assimilés 463 400 €

014 – Atténuation de produits 13 200 €

65 – Autres charges de gestion courante 393 111 €

66 – Charges financières 20 000 €

Dépenses d'ordre 68 489 €

Recettes

70 – Produits des services 12 600 €

73 – Impôts et taxes 265 311 €

731 – Impositions directes 463 191 €
74 – Dotations et participations 272 249 €
75 – Autres produits de gestion courante 71 000 €
013 – Atténuations de charges 20 000 €
002 – Excédent de fonctionnement reporté 180 000 €
Recettes d'ordre 17 742 €

Investissement :

Dépenses : 1 558 882 €

Recettes : 1 558 882 €

Dépenses

Dépenses hors opérations 65 500 €
Op 64 – Bâtiments communaux 63 568 €
Op 86 – Acquisition de matériel 20 000 €
Op 171 – Restauration registres 1 000 €
Op 177 – Médiathèque 4 500 €
Op 181 – Cimetière 7 000 €
Op 187 – Place des écoles 3 106 €
Op 192 – Sécurité et accessibilité du bourg 50 000 €
Op 197 – Restaurant du Parc 349 000 €
Op 200 – Aménagement RD42 461 035 €
Op 201 – Cinéma 11 431 €
Op 202 - Atelier service technique 180 000 €
Op 204 – Pôle administratif 315 000 €
Op 205 – Aménagement école de musique 10 000 €
Dépenses d'ordre – 17 742 €

Recettes

001 – Excédent d'investissement 267 164.15 €
024 – Produits des cessions d'immobilisations 130 000 €
10 – Dotations 209 570.28 €
16 – Emprunts et dettes assimilés 646 208.57 €
Op 197 – Restaurant du Parc 166 500 €
Op 200 – Aménagement RD42 70 950 €
Recettes d'ordre 68 489 €

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

VOTE les propositions du budget primitif de l'exercice 2022, présentées ci-dessus,

DIT que pour la Section Fonctionnement en Dépenses et Recettes, le Budget est adopté par Chapitre budgétaire,

DIT que pour la section Investissement en Dépenses et Recettes, le Budget est adopté par

Opération et par Chapitre budgétaire.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

9°) Objet : Budget annexe assainissement : Approbation du compte de gestion 2021 du receveur

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que le compte de gestion est établi par le receveur municipal à la clôture de l'exercice. Monsieur le Maire le vise et certifie que le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme à ses écritures.

Après s'être fait présenter le budgets primitif de l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier municipal accompagnés des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'actif, l'état du passif, l'état des restes à réaliser et l'état des restes à payer :

Après s'être assuré que le Trésorier municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiements ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Le Conseil Municipal, invité à se prononcer, adopte à l'unanimité le compte de gestion du budget annexe assainissement dressé pour l'exercice 2021 par le Trésorier Municipal visé et certifié conforme par l'ordonnateur et dit que ce document n'appelle aucune observation ni réserve de sa part.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

10°) Objet : Budget annexe assainissement : vote du compte administratif 2021

Le Maire quitte la salle au moment du vote.

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les comptes 2021 suivants :

Fonctionnement :

Dépenses : Prévu 130 975.30 €

Réalisé 84 879.52 €

Recettes : Prévu 130 975.30 €

Réalisé 152 154.60 €

Investissement :

Dépenses : Prévu 215 416.02 €

Réalisé 56 197.66 €

Recettes : Prévu 215 416.02 €

Réalisé 84 184.00 €

Résultat de clôture de l'exercice

Fonctionnement 114 523.38 €

Investissement 145 074.36 €

Résultat global 259 597.74 €

Où l'exposé du 1er adjoint et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, adopte à l'unanimité le compte administratif 2021 du budget annexe assainissement de la Commune.

(votants : 12 exprimés : 13 pour : 13 contre : 0 abstention : 0)

11°) Objet : Budget annexe : Affectation du résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2021 au budget primitif 2022

PL : Pour les raccordements au tout à l'égout, certains propriétaires de la rue Paul Dubos devaient effectuer des travaux. Qui le suit ?

JJC : Il faut faire attention car certains ont peut-être obtenu des dérogations en fonction de leurs installations.

ALC : A priori, ils ont deux ans pour réaliser les travaux, on ne peut pas réaliser de vérification avant ce délai de deux ans ? Mais nous ne sommes pas compétents pour le faire, la mission incombe à Veolia.

MB : Il y a des gros projets de prévu ?

ALC : Non mis à part ce dont Jean-Jacques nous a fait part à savoir la réalisation d'un tronçon de 400 mètres de séparatif.

Le Conseil Municipal, après avoir adopté le compte administratif de l'exercice 2021 dont le résultat, conformément au compte de gestion, se présente comme suit :

Section fonctionnement du budget annexe assainissement :

Résultat de l'exercice 2021 : 114 523.38 €

Décide à l'unanimité d'affecter au budget 2022 le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2021 de la façon suivante :

En votant, en recettes de fonctionnement, à l'article 002 « Résultat de fonctionnement reporté » la somme de 114 523.38 €.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

12°) Objet : Budget annexe : vote du budget primitif 2022

Le Conseil Municipal, après un examen détaillé et après s'être fait présenter au titre du budget primitif 2022 les propositions budgétaires suivantes :

Fonctionnement :

Dépenses : 198 408.38 €

Recettes : 198 408.38 €

Investissement :

Dépenses : 306 481.74 €

Recettes : 306 481.74 €

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

VOTE les propositions du budget primitif de l'exercice 2022, présentées ci-dessus,

DIT que pour la Section Fonctionnement en Dépenses et Recettes, le Budget est adopté par Chapitre budgétaire,

DIT que pour la section Investissement en Dépenses et Recettes, le Budget est adopté par

Opération et par Chapitre budgétaire.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

13°) Objet : Demande d'autorisation de mutation de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « concession de Vic-Bilh »

La commune a été destinataire d'un courrier daté du 8 mars écoulé et émanant de la préfecture. Il porte sur une demande conjointe et solidaire d'autorisation de mutation de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « concession de Vic-Bilh ».

L'opérateur de cette concession est Vermilion REP (recherche et exploitation pétrolières) et une de ses filiales Vermilion exploration. Par souci de simplification administrative, ces deux entités souhaitent fusionner et voir porter les intérêts détenus dans la concession de Vic-Bilh par Vermilion REP.

La commune étant concernée par le périmètre de cette concession minière, le conseil municipal doit rendre un avis sur cette demande dans un délai d'un mois à compter de la date de réception dudit courrier soit avant le 9 avril 2022.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, émet à l'unanimité un avis favorable à la demande d'autorisation de mutation de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « concession de Vic-Bilh ».

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

ALC : Cela ne change rien pour la commune, il s'agit de formalités purement administratives.

14°) Objet : Projet d'extension du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin amont de l'Adour

VU le code de l'environnement, notamment l'article R. 212-27,
VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne, approuvé par le préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne le 3 avril 2022,
VU l'arrêté inter préfectoral en date du 14 septembre 2004 délimitant le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin amont de l'Adour,
VU la décision de la CLE (commission locale de l'eau) du SAGE en date du 16 novembre 2021 validant l'engagement d'une révision du SAGE après ajustement du périmètre administratif,
CONSIDERANT la lettre de saisine en date du 7 février 2022 adressée par l'État pour solliciter l'avis des collectivités parmi lesquelles la commune de Garlin,

Le bassin hydrographique de l'Adour amont concerne, pour tout ou partie, 556 communes. Le périmètre fixé par arrêté inter préfectoral en date du 14 septembre 2004 pour engager la démarche de SAGE ne retenait que 488 de ces communes.

Il est envisagé aujourd'hui, sur proposition de la commission locale de l'eau, d'inclure la totalité des communes concernées par le bassin versant et donc, en conséquence, d'ajouter les 68 communes manquantes au prorata de leur surface incluse dans le bassin versant :

Département	Commune	% de la commune compris dans le bassin Adour amont
Hautes-Pyrénées (17)	Aulon	2.5
	Barrancoueu	1.5
	Beaucens	40.4
	Bernadets-Debat	46.1
	Bugard	21.3
	Burg	31.3
	Cheust	23.1
	Hèches	2.0
	Jarret	1.7
	Juncalas	4.1
	Labastide	1.9
	Lalanne-Trie	21.0
	Lamarque-Pontacq	6.7
	Lapeyre	38.9
	Saint-Créac	0.4
	Vidou	18.3
	Villembits	17.6
Gers (13)	Bars	3.3
	Bassoues	1.0
	Bouzon-Gellenave	0.2
	Castex	42.9

	Le Houga	41.1
	Laas	47.5
	Lanne-Soubiran	2.2
	Luppé-Violles	43.0
	Miélan	41.2
	Pouydraguin	12.1
	Saint-Griède	0.7
	Saint-Martin-d'Armagnac	0.8
	Termes-d'Armagnac	53.2

Département	Commune	% de la commune compris dans le bassin Adour amont
Pyrénées-Atlantiques (8)	Arzacq-Arraziguet	4.1
	Auriac	19.5
	Barinque	28.9
	Barzun	10.7
	Espéchède	18.3

Département	Commune	% de la commune compris dans le bassin Adour amont
	Espoeey	21.8
	Livron	46.1
	Pontacq	48.9
Landes (29)	Campagne	15.8
	Carcen-Ponson	0.3
	Cassen	50.6
	Castets	2.5
	Doazit	18.2
	Gamarde-les-Bains	8.4
	Goos	66.4
	Hagetmau	13.5
	Hauriet	10.0
	Hontanx	14.1
	Laglorieuse	3.1
	Lesperon	2.4
	Louer	25.5
	Magescq	11.7
	Mazerolles	2.1
	Meilhan	10.6
	Mont-de-Marsan	0.5
	Oeyreluy	0.8
	Philondenx	22.6

Département	Commune	% de la commune compris dans le bassin Adour amont
	Rion-des-Landes	23.0
	Saint-Gein	6.2
	Saint-Geours-d'Auribat	24.6
	Saint-Perdon	11.5
	Saint-Pierre-du-Mont	16.3
	Saubusse	2.1
	Saunac-et-Cambran	1.3
	Taller	21.1
	Tartas	33.2
	Tercis-les-Bains	40.9

Les différentes masses d'eau concernées par cet ajout constituent des têtes de bassin du réseau hydrographique de l'Adour amont et représentent donc des territoires importants au regard des fonctions qu'ils remplissent et les milieux qu'ils peuvent abriter (zones humides, sources, zones de biodiversité, etc.). Ceci justifie leur intégration dans le périmètre du SAGE, compte-tenu des enjeux liés à ces milieux, dans le contexte actuel du changement climatique notamment, enjeux qui vont être retravaillés lors de la révision du SAGE.

Sur la base de la décision de la commission locale de l'eau du SAGE Adour amont, et comme le prévoit l'article R. 212-27 du code de l'environnement, les services de l'État ont sollicité par courrier en date du 7 février 2022, outre le préfet coordonnateur de bassin et le comité de bassin, les différentes collectivités concernées pour avis, soit les conseils régionaux, les conseils départementaux, l'établissement public territorial de bassin, ainsi que les communes dont le territoire est situé pour tout ou partie dans le périmètre. Les avis seront réputés favorables s'ils n'interviennent pas dans un délai de quatre mois.

ALC: Comme pour la délibération précédente, c'est purement administratif.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de donner un avis favorable à la proposition d'extension du périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin amont de l'Adour.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

15°) Objet : Achats et contrats de maintenance – convention de groupement de commandes avec la communauté de communes des Luys en Béarn

Monsieur Le Maire expose à l'assemblée délibérante que, dans le cadre de son schéma de mutualisation, la Communauté de communes des Luys en Béarn souhaite accompagner au mieux ses communes membres au travers d'un ensemble d'actions telles que la mise à disposition de personnels et de services, les prestations ponctuelles comme l'assistance juridique et la mutualisation de procédures de commande publique pour des travaux, des services ou l'acquisition de fournitures.

Dans ce cadre, la Commission Solidarité territoriale et politiques contractuelles de la Communauté de communes a réalisé un recensement des besoins des communes membres en termes d'achat de fournitures et de matériels, de contrats de maintenance ou de contrôles périodiques des équipements.

Compte tenu de la volonté de la commune de Garlin de mutualiser certains achats et contrats de maintenance, il est proposé d'adhérer au groupement de commande pour :

- L'achat de papier pour impression ;
- L'achat de défibrillateurs automatiques externes et les actions de formation associées ;
- Le contrôle des extincteurs / alarmes incendie / dispositifs de désenfumage ;
- Les vérifications périodiques des installations électriques et/ou gaz et les contrôles périodiques des équipements sportifs et aires de jeux ;

Il convient d'autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commande pour lequel la Communauté de communes est désignée coordonnateur du groupement.

Monsieur Le Maire donne ensuite lecture du projet de convention annexé à la présente délibération.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** les termes de la convention constitutive du groupement de commandes à intervenir entre la commune de Garlin et la Communauté de communes des Luys en Béarn,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de sa signature,

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

16°) Objet : Convention avec la communauté de communes des Luys en Béarn pour le transfert de propriété et l'entretien de la signalisation d'intérêt local

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante que la Communauté de communes du Canton de Garlin et 13 communes du territoire, dont la commune de Garlin, avaient signé, le 4 août 2016, une convention de groupement de commande pour un marché de fabrication et pose de Signalétique d'Information Locale (S.I.L.) et de Relais Informations services (R.I.S.).

Ces panneaux permettent d'informer et d'orienter les usagers de la route en signalant les équipements et services publics mais également les établissements professionnels suivants : restauration, hébergement, produits locaux et garagistes.

Il est proposé de conclure une convention définissant le transfert de propriété au profit de la commune de Garlin des équipements de S.I.L. et de R.I.S. installés en 2016 et financés par la Communauté de communes.

Cette convention a également pour objet de fixer les conditions de financement et d'entretien de ces panneaux.

Monsieur le Maire donne ensuite lecture du projet de convention annexé à la présente délibération.

ALC: Il est question ici du panneau lumineux. Il était géré par la CCLB qui ne souhaite plus en porter l'entretien.

La rétrocession est à titre gratuit. A mon avis, le panneau est très utile et placé à un endroit stratégique, c'est pourquoi je propose d'accepter la proposition et de reprendre le contrat de maintenance à la charge de la commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE Les termes de la convention à intervenir entre la commune et la Communauté de communes des Luys en Béarn,

CHARGE Monsieur le Maire de sa signature.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

17°) Objet : Recrutement d'un vacataire

Monsieur le Maire indique aux membres du Conseil Municipal que les collectivités territoriales peuvent recruter des vacataires.

Il ajoute que pour pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :

- Recrutement pour un acte déterminé
- Recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel
- Rémunération attachée à l'acte

A compter du 11 avril 2022 et pour une durée d'un an, il est proposé de recruter un vacataire pour effectuer l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les projets d'aménagements d'un pôle administratif et des ateliers municipaux.

Il est proposé également que chaque vacation soit rémunérée sur la base d'un forfait brut de 300 € pour une demi-journée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, APPROUVE le recrutement d'un vacataire selon les conditions énoncées précédemment et CHARGE Monsieur le Maire de toutes les formalités nécessaires.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

ALC : Il s'agit de Vaskene qui va travailler pour nous sur deux projets. Nous avons bien évidemment calculé ce que cela coûterait si on faisait appel à un prestataire ou à l'APGL, il s'avère qu'il est moins onéreux de recourir à cette solution.

Avez-vous des questions ? Non, je vous remercie.

18°) Objet : Fixation d'un loyer d'un logement communal

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'appartement du rez-de-chaussée du logement communal situé place des écoles est vacant et disponible à la location.

Afin de pouvoir louer ce logement, Monsieur le Maire demande que soit défini le montant du loyer qui sera appliqué.

Il précise également que ce loyer est net de charges locatives puisque le locataire s'en acquitte directement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- de fixer, à compter du 1^{er} mai 2022, le loyer mensuel du logement situé au rez-de-chaussée du logement de la place des écoles à la somme de 520 € (Cinq cent vingt euros). Ce loyer sera réglé au 1^{er} de chaque mois au Trésor Public.

Le montant du loyer sera révisable annuellement selon la variation de l'indice de référence des loyers de l'INSEE.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

19°) Objet : Cimetière communal : rétrocession d'une concession à la commune

Madame Marianne AUGUSTIN épouse GALLIÉ a acquis en 2016 dans le cimetière de Garlin une concession de 50 ans moyennant le prix de 345 €, laquelle concession est demeurée inutilisée et se trouve aujourd'hui vide de toute sépulture.

Cette personne déclare aujourd'hui vouloir la rétrocéder à la commune pour qu'elle en dispose comme

bon lui semble à dater de ce jour et moyennant la somme de 304 €.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve cette rétrocession et charge Monsieur le Maire des opérations comptables correspondantes.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

20°) Objet : Recrutement de deux contrats aidés

Les contrats aidés ont été transformés par le dispositif Parcours Emploi Compétences (PEC) dans le but de faciliter l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

La mise en œuvre du parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

La commune de Garlin décide donc d'y recourir en conciliant ses besoins avec la perspective d'aider un demandeur d'emploi à s'insérer dans le monde du travail.

Dans le cadre du dispositif parcours emploi compétences :

- Un contrat a été conclu depuis le 13 mars 2022 pour une durée de 9 mois pour recruter une personne exerçant les fonctions d'assistance administrative à raison de 35 heures par semaine,
- Un autre contrat pourrait être conclu au sein de la commune pour exercer les fonctions d'agent polyvalent des services techniques à raison de 20 heures par semaine.

Ce deuxième contrat à durée déterminée pourrait être conclu à compter du 15 avril 2022 pour une période de 9 mois.

Ces contrats seraient renouvelables de 6 à 12 mois après évaluation, par le prescripteur, de l'utilité pour le bénéficiaire de prolonger le contrat et sous réserve du respect des engagements de l'employeur.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide le recrutement de deux contrats dans les conditions telles que précitées et charge Monsieur le Maire de procéder aux attributions individuelles et à toutes les formalités nécessaires.

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 14 contre : 0 abstention : 0)

21°) Objet : Mise en vente d'une maison située à Garlin (à côté de la piscine)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1311-9 à L.1311-12, et l'article L.2241-1 ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les articles L.2141-1 et suivants, L.3211-14 ; Vu le Code Général des Impôts, notamment les articles 256 et suivants ;

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée la délibération en date du 13 décembre 2021 qui approuve la cession d'un immeuble à usage d'habitation situé sur la parcelle cadastrée section AH 197.

Il avait été décidé une vente à un prix de 70 000 € net vendeur.

Après plusieurs visites infructueuses, il semble que le prix attendu ait été surévalué et que le bien pourrait être vendu à un prix de 55 000 € net vendeur.

Il est donc proposé de diminuer le prix de vente.

ALC : Après plusieurs visites, et d'après le retour des agences, il faut baisser le prix car il faut tout refaire. Si on compare le prix à celui de mise en vente du presbytère, c'est vrai que cela semble surévalué.

Marguerite Vogt : Les agences nous ont indiqué qu'il conviendrait de proposer un prix de 55 000 € net vendeur.

CS : Ce prix est bas, le bâtiment ne peut pas s'intégrer dans le projet communal de pôle administratif ? Ce n'est peut-être pas judicieux de le vendre à ce prix.

ALC : C'est un bâtiment complètement indépendant et il n'existe aucune liaison entre ces deux constructions. Je propose de le vendre, on peut voter la vente à 55 000 € et si le bien ne se vend pas, on en reparlera.

CS : Par rapport à la piscine, cette maison n'intéresserait pas la CCLB ?

ALC : Je leur ai proposé mais ils ne sont pas intéressés, mais si on baisse le prix, je suis certain qu'on vendra, d'après les retours des agences, le surcoût lié aux travaux à prévoir ont découragé les acquéreurs potentiels.

CS : Plutôt que de baisser à 55 000 €, on pourrait demander aux gens de faire une proposition ? On n'a pas signé d'exclusivité avec une agence ?

ALC : Non mais il est préférable de fixer un prix.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **CONSIDERANT** la mise en vente de l'immeuble situé 1 place Général de Gaulle sur la parcelle cadastrée section AH 197,
- **DECIDE** de proposer ce bien à la vente à un prix estimé à 55 000 € net vendeur ;
- **CHARGE** Monsieur le Maire de toutes les formalités nécessaires à la réalisation de cette opération.

(Abstentions : Jean-Jacques Cérissère, Mikaël Bernadet, contre : Claude Artigues)

(votants : 13 exprimés : 14 pour : 11 contre : 1 abstention : 2)

Questions diverses

ALC : Je voulais vous faire un point sur le SIVOS : on a eu une mauvaise surprise et on a appris que la commune de Diusse ne payait pas la totalité de sa participation au SIVOS.

Si cette situation devait durer, cela signifie une remise en cause du syndicat, le principe de l'intercommunalité étant que tout le monde participe au regard d'une clef de répartition définie.

Le problème doit être réglé.

De gros travaux sont engagés par le SIVOS pour les écoles de Garlin et de Diusse. Certains élus ont posé la question de l'opportunité des investissements à réaliser à Diusse. La question à se poser est celle de l'avenir de nos écoles.

Je vous rappelle que le SIVOS gère trois écoles : Garlin, Diusse et Boueilh-Boueilho-Lasque. Les effectifs baissent.

Une étude sur l'évolution des effectifs est demandée.

JJC : Je ne comprends pas cette situation. La commune de Diusse doit reverser l'attribution de compensation qu'elle perçoit de la part de la CCLB.

ALC : Une autre question à se poser est celle de l'avenir de nos communes. La législation a pour objectif à l'horizon de l'année 2030 de diminuer de 50 % les zones constructibles et à celui de 2050, 0 % d'artificialisation des sols.

Comment nos villages vont-ils se repeupler ? Pourquoi autant dépenser pour des écoles qui se vident ? A mon sens, seule l'école de Garlin est à sauver.

Sur un autre sujet, les portions de rails qui seraient à vendre aux personnes intéressées peuvent leur être cédées à prix coûtant ? Tout le monde est d'accord, je vous remercie.

ALC : Je vais passer la parole à Jean-Claude qui a préparé un point sur les travaux de la commission Tourisme et Bastides.

Jean-Claude Tucoulou : Merci André. J'ai préparé une note qui vient de vous être distribuée et qui fait état des informations que je souhaitais vous communiquer. Je vais vous faire part des grandes lignes. Cette année, Garlin n'accueillera pas le festival des Bastides enchantées, vous pouvez retrouver tous les renseignements complémentaires sur le site internet des Bastides 64.

Pour le projet Peindre en Bastide, la commune s'est portée candidate pour accueillir l'événement le 18 juin. Il est à noter la présence d'un double jury à savoir à la fois le public et un jury d'experts. Cette année sera marquée par une nouveauté qui consiste en l'ouverture du concours aux enfants.

Le 11 août 2022, une randonnée estivale est organisée sur la commune. Afin de faciliter la manifestation, il est prévu un lieu unique pour le départ et l'arrivée. Il y aura de très belles choses à voir à l'occasion de cette randonnée.

Je voulais vous faire part du projet de déploiement sur la commune de Terra Aventura.

Concernant les Bastides 64, le site internet a été complètement refait.

La commission économie – commerces de Bastides 64, en relation avec la Fédération des Bastides d'Aquitaine et l'association nationale notre village, diffuse les opportunités commerciales qui se présentent dans les villes – bastides.

ALC : Merci beaucoup. Je trouve que la commune de Garlin est délaissée et mal desservie pour le tourisme. Je souhaiterais rencontrer le Président de l'Office de Tourisme et Jean-Claude il faudrait que tu m'aides à préparer ce rendez-vous.

JCT : Pour rebondir sur le tourisme, la passem est prévue le vendredi 3 juin. Beaucoup d'associations ont répondu favorablement à l'organisation de cette course. Je rappelle que le but de cette manifestation est de collecter des fonds pour financer des animations en occitan.

ALC : Merci.

J'ai été contacté par une nouvelle association de Garlin qui va organiser une bourse militaire qui se tiendra a priori à la Halle.

Le Président du comité des fêtes est venu me voir pour m'entretenir de l'organisation des fêtes. Le comité a avancé la date au week-end du 22 juillet ce qui a engendré des problèmes compliqués avec les forains. Le Président m'a demandé de pouvoir utiliser le Presbytère une dernière fois pour la caseta.

Vous connaissez ma position quant aux problèmes de sécurité inhérents au bâtiment mais j'avoue que le comité des fêtes a présenté un argument affectif que j'entends. Aussi, je ne vais pas décider seul de cette demande et je m'abstiendrai de prendre part au vote car je ne veux influencer personne. Si vous décidez d'accéder à leur demande, j'imposerai des normes strictes.

Anthony Jegou : Pourquoi une dernière fois ? Le Presbytère n'est qu'un lieu d'accueil. La caseta peut se tenir n'importe où. D'après moi, elle ne s'est pas toujours faite là, la commune dispose d'un joli parc qui peut accueillir un chapiteau et je pense que ce serait beaucoup mieux là. Le presbytère était peut-être le lieu traditionnel mais je pense que cet évènement a un plus bel avenir dans d'autres conditions.

ALC : La fête sera en même temps que celle de Mont de Marsan, mais la décision n'est pas de notre ressort. La date a été avancée en raison de l'absence de certains membres du comité des fêtes. C'est compliqué, il ne faut pas les décourager.

JJC : A noter qu'il n'y a plus de comité des fêtes ni de fêtes à Aire-sur-l'Adour.

PL : On a quand même un comité à Garlin.

AJ : Il n'est pas question d'annuler, c'est un déplacement.

MB : Au niveau sécurité, on sait que le problème est double à savoir électrique et lié à l'état général du bâtiment. A mon avis, je suis d'accord à condition de restreindre l'accès au bâtiment.

AJ : Si le bâtiment est en cours de vente, il faut que ce soit acté avec les futurs acquéreurs car il ne faut pas négliger les risques de dégradation. Quid du discours tenu pour décider de la vente alors qu'aujourd'hui on parle d'autoriser quelque chose une dernière fois. On a convenu qu'il s'agissait d'un lieu qui n'était plus utile, on a tenu des propos fermes et on va quand même accepter ?

Chantal Ferrando : Mon ressenti est le même que celui d'Anthony, je trouve que ce n'est pas cohérent.

AJ : Je suis désolé mais je ne pense pas qu'on les fragilise en changeant un lieu.

MB : Je suis d'accord avec Anthony quant aux risques de dégradation.

ALC : On passe au vote. Sont contre : Chantal Ferrando et Marie-Anne Sommesous, s'abstiennent : Anthony Jegou, Francine Lahore et André Lanusse-Cazalé. Le reste d'entre vous et donc la majorité est pour.

J'en prends note, avec Pierre et Anthony on recevra le Président et on exigera un cahier des charges. Il faut se prémunir de tout débordement.

JCT : On peut d'ores et déjà inciter le comité des fêtes à réfléchir à une autre solution.

AJ : Je souhaiterais parler du travail réalisé par Pierre en faveur de l'association ACSE. Il a réalisé un gros travail de remobilisation. L'association dispose à présent d'un bureau complet, il y a un beau potentiel de développement et je tiens à dire que c'est la seule active dans le canton.

MAS : Je tiens à remercier Céline pour les transmissions d'informations.

PL : Il y a une animation aux arènes ce samedi qui est organisé par des élèves du lycée de Montardon et notamment Alexandre Lasserre qui fait partie du comité des fêtes de Garlin. Il y aura une démonstration de chiens de berger, de tonte de mouton. L'Arasclat va exposer de vieux outils utilisés autrefois pour la tonte. Maguy a bien fait la coordination et le lien avec les jeunes qui tiendront un stand pour faire connaître les formations proposées à Montardon. Le soir il y aura un marché de producteurs.

L'ordre du jour étant épuisé, plus aucune question n'étant soulevée, Monsieur le Maire lève la séance du Conseil Municipal est levée à 21h30.